

Compte rendu de la réunion Attac LCS / PS des Landes
Lundi 08 juillet 2013

Présents :

Pour le PS : Marcel ASSOUN / Stéphane CAHEN / Julien DUIZABO / Lotfi MIDOUNI

Pour Attac LCS : Jean-François LUQUET / Bernard LACOMME / Bernadette DUPRÉ / Isabelle SAN JUAN

Le PS commence en rappelant sa démarche : rencontrer les forces de gauche (partis politiques, associations et syndicats) un an après les présidentielles et avoir des discussions d'ordre général sur les points d'accord et de désaccord. Avec les partis politiques, l'échange porte aussi sur l'organisation des élections à venir et certains bouleversements du mode électoral.

Le PS regrette que les discussions entre les 2 Attac des Landes aient lieu séparément.

En tenant compte des problèmes économiques et sociaux, la réunion abordera les réformes faites ou en cours, les membres du parti estimant que la presse ne rend pas suffisamment compte de ce qui se passe.

PS	Quel est le ressenti d'Attac sur cette première année de la gauche au pouvoir ?
ALCS	<p>Les militants sont déçus, voire désespérés (pour ceux qui avaient espéré...). Ce sentiment semble partagé par beaucoup de militants du PS, même si la parole ne se libère pas facilement. Derrière la façade « on a gagné, attendons », il y a comme un blues.</p> <p>À Attac LCS, on ressent une très grande frustration : nous sommes persuadés qu'on vit une crise systémique de civilisation et qu'on ne réglera pas les problèmes avec les solutions du passé ni même du présent. Rien ne se dessine sur la transition écologique et sociale.</p> <p>Certaines réformes (signature du TSCG, pacte de compétitivité, ANI...) sont condamnées par Attac car beaucoup trop libérales (elles sont d'ailleurs critiquées aussi par la gauche du PS) ; d'autres réformes (séparation bancaire, par exemple) sont insuffisantes.</p> <p>On a l'impression que la situation des Français est pire aujourd'hui qu'au printemps 2012. La crise mondiale n'explique pas tout : la politique menée en France ne va pas dans le bon sens.</p> <p>Nous nous réjouissons du réveil de la gauche du PS ces dernières semaines. Cependant, beaucoup de militants sont fatigués de retrouver dans la bouche de l'aile gauche des idées partagées par Attac mais qui ne sont jamais mises en pratique : le cadre du PS n'est peut-être plus adéquat, ou il faut faire du ménage dans le parti...</p>
PS	<p>Quand on est dans l'opposition, on peut être virulent ; c'est moins évident quand on a la responsabilité de l'État.</p> <p>Au niveau européen, il ne suffit pas de dire « on veut », il faut l'adhésion des pays qui pèsent dans l'Union. Un gouvernement n'est rien sans un rapport de force. Depuis un an, on constate une évolution dans les gouvernements conservateurs (thèmes de la croissance et de la rigueur) : un rapport de force s'établit par les pays du sud. C'est pour cette raison qu'on a besoin que des forces se mobilisent et se fassent entendre.</p> <p>Le PS débat en interne, sinon il serait mort. Par exemple, pour le traité transatlantique, certains amendements ont été rejetés à 70%, la direction du parti et le gouvernement ne peuvent l'ignorer. Le problème est que Hollande et Ayrault ne sont pas majoritaires au sein du parti. Il faut se battre en interne pour faire bouger les lignes.</p> <p>En 2010, sur le débat des retraites, on a réussi à défendre des positions communes malgré les différences : il faut réussir à nouveau.</p>

	<p>Le PS des Landes entend la lassitude et la frustration exprimées, mais est dans une situation un peu schizophrénique : à la fois au pouvoir et au contact des « victimes » de la crise. Quelques-uns au PS sont aussi déçus de certaines décisions (crédit d'impôts aux entreprises, par exemple), mais il faut trouver des solutions face à l'urgence de la crise. Les entreprises locales ferment les unes après les autres : comment sortir de la crise et gérer le quotidien ? Il faut venir bousculer le PS.</p> <p>Par ailleurs, si certaines décisions sont contestables, d'autres ont été positives mais personne n'en parle (alignement de l'imposition du capital sur celle des revenus, retraite à 60 ans pour les carrières difficiles, BPI, amendements à l'ANI qui améliorent la protection des salariés). Il y a un problème de communication majeur dans ce gouvernement, où les désaccords passent pour de la cacophonie.</p> <p>Sur la loi de séparation bancaire, le monde de la finance a exprimé dans <i>les Echos</i> ses craintes que le texte soit traité de façon différente par les décrets : tout espoir est encore permis, mais là aussi, il faut se faire entendre.</p>
ALCS	<p>Avec ce texte sur la séparation bancaire, on avait la chance de présenter un texte ambitieux, qui réponde aux propositions du candidat Hollande. Finalement, le texte est très en-dessous et sera encore plus mou au niveau européen. La déception sur ce sujet est majeure au sein d'Attac, tout comme sur la Taxe sur les Transactions Financières qui devient vide de sens alors qu'elle devait être une contrepartie à la ratification du TSCG.</p>
PS	<p>On note malgré tout des avancées, comme avec l'interdiction du trading à haute fréquence et la Taxe sur les Transactions Financières (TTF)¹. Le rôle des forces libérales est de tout faire pour empêcher cette TTF, le nôtre est de soutenir le gouvernement pour qu'il tienne bon ; une fois la TTF existante, on pourra œuvrer pour augmenter sa portée.</p> <p>En Europe, la difficulté est le discours des Anglais, qui menacent de quitter l'Union mais ne le feront jamais. Les Allemands et les Italiens ont des positions plus fortes sur la séparation bancaire (même si ces positions sont loin de celles d'Attac).</p> <p>Il faut faire du bruit pour faire bouger les choses ; il faut des syndicats, des associations et des partis politiques forts. En France, les syndicats sont faibles.</p> <p>Sur l'État-Providence, il manque une vision à long terme, mais beaucoup de choses sont faites : Banque Publique d'Investissement, postes dans l'Éducation Nationale et à Pôle Emploi... : c'est de l'argent public qui vient alimenter le système pour qu'il reparte.</p> <p>Les choses n'avancent pas vite, mais il y a une bonne volonté.</p> <p>Sur quels sujets pourraient-on se mettre d'accord pour lutter ensemble ?</p>
ALCS	<p>Pour l'Éducation Nationale et la société en général, le poids de la technocratie est mortifère pour notre démocratie.</p> <p>La société française vit la même chose que sous Reagan et Thatcher, ou, avec 10 ans de retard, ce que l'Allemagne a vécu sous Schröder (Cf. les louanges de François HOLLANDE à Leipzig le 23 mai dernier). Le pouvoir actuel est au mieux social-libéral.</p> <p>Sur la réforme des retraites, il ne faudrait pas faire pire que celle de 2010 : les responsables politiques actuels reprennent mot pour mot les arguments de la droite (« on vit plus longtemps, donc il va falloir travailler plus longtemps »).</p> <p>Quant à l'État-Providence, rappelons qu'il émane d'un consensus de la Résistance sur la redistribution des richesses. Avec le tournant libéral, 10 points de PIB sont passés du travail</p>

¹ Trois jours après cette réunion, Pierre MOSCOVICI marque une volte-face par rapport à cette taxe : « Pour parvenir à cette taxe, il faut être pragmatique et réaliste et je veux dire ici que la proposition de la Commission m'apparaît excessive et risque d'aboutir au résultat inverse. »

	<p>au capital, il faut bien commencer à inverser la tendance en faisant une réforme fiscale ambitieuse (voir Piketty ou le récent texte de la gauche du PS), et non en agitant l'idée des 75%.</p> <p>Les services publics ont aussi leur place dans l'État-Providence, et la situation est pire d'année en année : dans la police, la justice, l'armée, l'éducation, la santé, on demande aux fonctionnaires de faire mieux avec moins. Dans l'Éducation, on continue à détruire le collège et le lycée : les programmes sont de plus en plus exigeants et les enseignants n'arrivent plus à former ; les résultats d'examens sont truqués pour être malgré tout en augmentation. Augmenter les effectifs au détriment des autres métiers n'est pas une solution.</p> <p>Déshumanisation, stress, pression sont le quotidien aussi dans la Santé. Il faut sortir du carcan du respect du cadre financier, d'autant que la production de richesses est 4 fois plus importante qu'après la 2^e guerre mondiale : il faut que les banquiers obéissent à l'État et non l'inverse.</p> <p>Au niveau européen, l'arrivée de François HOLLANDE avait suscité l'attente d'un changement dans d'autres pays, qui sont aujourd'hui déçus.</p>
PS	<p>François HOLLANDE n'a jamais pris les engagements qu'Attac espère (et qui seraient plutôt dans le programme de MÉLENCHON).</p> <p>Le taux de prélèvement en France est énorme, dû à la crise et l'absence de croissance mais aussi à la gestion des dépenses de l'État : il faut optimiser la gestion du budget de l'État, comme un chef d'entreprise. Il faut être responsable, il y a des économies à faire.</p> <p>Santé : le gouvernement s'est engagé à sortir l'hôpital de la facturation à l'acte.</p> <p>Retraites : on sait que l'espérance de vie en bonne santé commence à baisser, et cela aura des conséquences dramatiques sur les finances publiques puisqu'il faudra prendre en charge les personnes dépendantes. Le sujet est complexe.</p> <p>Avoir des responsabilités, c'est faire des choix. Il faudra les faire sur ce thème, mais le problème est aussi de payer les retraites d'aujourd'hui. Les décisions à prendre pour trouver des solutions ne correspondent pas toujours à nos rêves.</p>
ALCS	<p>Ce discours est mortifère : le problème vient de l'inactivité sociale et du manque de recettes.</p>
PS	<p>Le problème vient de la croissance. Attendons le travail de Benoît HAMON sur l'Économie Sociale et Solidaire ; proximité, travail non délocalisable, développement durable, gouvernance différente et redistribution des dividendes : ça peut fonctionner.</p> <p>Nous attendons aussi la mise en œuvre de la 3^e proposition de François HOLLANDE sur la fiscalité des PME-PMI.</p> <p>Il faut créer de la richesse dans le bon sens du terme.</p> <p>Retour sur l'Éducation : en Aquitaine, les hauts responsables sont toujours ceux nommés par Sarkozy. Depuis 10 ans, aucune réforme n'a réussi : il faut d'abord commencer par le primaire pour que le reste suive.</p> <p>Des solutions ont été mises en place : les Emplois d'Avenir s'adressent aux moins de 26 ans sans diplôme, 33000 ont déjà été signés (objectifs : 100000 à la fin de l'année) ; le Contrat de Génération existe aussi, difficile à évaluer pour l'instant.</p>
ALCS	<p>Le discours autour de « mon ennemi, c'est la finance » n'est plus crédible un an après.</p> <p>ALCS est le premier comité militant des Landes à avoir dans son ADN une relation proche avec Bernard CASSEN et une attention particulière aux enjeux environnementaux.</p> <p>La lutte contre la LGV, notamment, semblait naturelle. Nous sommes partisans de la sobriété heureuse ; la transition sociale et écologique est indispensable. Créer des richesses, oui,</p>

	<p>mais dans le respect de ces contraintes. Les grandes infrastructures de transport sont passéistes. Nous avons toujours été pour une rénovation des lignes existantes mais contre la LGV telle que prévue.</p> <p>Son montage financier a des répercussions sur le budget national : les Partenariats Public-Privé n'apparaissent jamais dans la dette mais dans les frais de fonctionnement, ce qui n'est pas exact. Le projet est financé par tous mais réservé à une élite (prix des billets élevé).</p> <p>On a besoin de lignes qui desservent notre territoire et non qui le traversent sans s'arrêter.</p>
PS	<p>Il faut des horaires efficaces et non un certain nombre de trains.</p> <p>Le local, oui, mais il faut aussi pouvoir aller ailleurs dans le monde. Il faut faire fonctionner le triangle Bilbao-Bordeaux-Toulouse. Il faut arrêter de voir petit, sinon nous allons devenir une société de « l'arbinage », avec du service à la personne uniquement.</p> <p>Attac n'est plus keynésien.</p>
ALCS	<p>Pour des grands travaux en lien avec le XXI^e siècle, si.</p> <p>Malgré les récentes déclarations sur la suspension de la LGV, nous allons rester vigilants par rapport aux grands élus de la région : on sait que les achats de terre et expropriations continuent pour être prêts au cas où le projet de développe malgré tout, et on ne peut pas stériliser des terres agricoles actuellement.</p>
PS	<p>Pour un autre membre du PS des Landes, au contraire, le coût de la LGV pour 10 minutes de temps gagné est insupportable.</p> <p>Attention à ne pas tuer le moral de tout le monde : il faut aussi montrer les aspects positifs de la politique menée. Si dans les trois années à venir, les forces de gauche restent systématiquement négatives à l'encontre du gouvernement, la droite et/ou l'extrême-droite se retrouveront au pouvoir.</p> <p>Il faut aussi soutenir la politique menée et se retrouver sur des combats communs (ESS / obsolescence programmée...).</p>
ALCS	<p>Nous refusons le discours « vous êtes soit avec soit contre nous », et notre responsabilité n'est aucunement engagée en cas d'échec du PS / montée de l'extrême-droite aux prochaines élections.</p>
PS	<p>Chacun a son rôle, et il faut qu'Attac existe.</p> <p>Nous y arriverons en travaillant ensemble. Mais taper tout le temps sur le gouvernement n'est pas une solution.</p>
ALCS	<p>Nous pensons que tout le PS n'est pas à gauche.</p> <p>Pour l'instant, le rapport de force au sein du parti n'est pas favorable à ceux qui nous sont le plus proches.</p> <p>De moins en moins de citoyens de gauche se laisseront convaincre si la politique menée n'est pas assez éloignée de la précédente. Il faudrait constater au quotidien une différence entre la droite et la gauche au pouvoir, et ce n'est pas le cas actuellement.</p>
PS	<p>Vous pourriez faciliter le rapport de force au sein du PS en l'intégrant.</p> <p>Merci pour ce riche débat.</p>